|  |  |
| --- | --- |
| **MARCHES PUBLICS**  **DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL**  **OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT** | **DC2** |

|  |
| --- |
| **A - Identification de l’acheteur** |

**Université Lumière Lyon 2**

**18 quai Claude Bernard**

**69007 Lyon**

|  |
| --- |
| **B - Objet du marché public** |

Consultation n° 2024F24028 – Maintenance des bornes de prêt et fourniture des consommables associés

La candidature est présentée :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | pour le marché public *(en cas de non allotissement)* ; |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | pour le lot n°……. ou les lots n°…………… de la procédure de passation du marché public ou de l’accord-cadre *(en cas d’allotissement)* ; |
|  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | pour tous les lots de la procédure de passation du marché public. |

|  |
| --- |
| **C - Identification du candidat individuel ou du membre du groupement.** |

**C1 - Cas général :**

- Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine du candidat issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm) :

 Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation :

 Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale) :

 Adresse électronique :

 Numéros de téléphone et de télécopie :

 Numéro SIRET, à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine de l’opérateur économique issu d’un répertoire figurant dans la liste des ICD :

*-* Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

- Le candidat est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l’artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du code de la commande publique) ?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | Oui |
|  | | |
|  |  | Non. |

**C2 - Cas particuliers :**

*Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l’une des conditions qui suivent et postulant à un marché public autre que de défense ou de sécurité réservé en application des articles L. 2113-12, L. 2113-13 ou L. 2113-15 du code de la commande publique coche la case correspondant à sa situation. Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l’une des conditions qui suivent et postulant à un marché public de défense ou de sécurité réservé en application de l’article L. 2313-6 du code de la commande publique coche la case correspondant à sa situation. Le candidat européen à statut équivalent, lorsqu’il n’est pas établi en France, précise son statut juridique et, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, fournit les textes relatifs à ce statut. Pour les autres marchés publics, la vérification se déroulera dans les conditions de l’article R. 2144-1 du code de la commande publique.*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Statut du candidat individuel**  **ou du membre du groupement** | | | |
| **1.** |  | Entreprise adaptée  (art[. L. 5213-13](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006903712&dateTexte=&categorieLien=cid) du code du travail) ou structures équivalentes | Le contrat d’objectif valant agrément ou un certificat administratif portant reconnaissance du statut d’entreprise adaptée délivré par les directions régionales chargées de l’emploi et de la formation professionnelle ou de structure équivalente sera à produire. Le cas échéant, indiquer l’adresse internet à laquelle ce document est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :   * Adresse internet : * Renseignements nécessaires pour y accéder : |
|  |
| **2.** |  | Etablissement et service d’aide par le travail(article [L. 344-2 et s](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074069&idArticle=LEGIARTI000006797692&dateTexte=&categorieLien=cid). du code de l’action sociale et des familles) ou structures équivalentes | Indiquer ci-dessous la date de publication au recueil des actes administratifs de l’arrêté préfectoral portant autorisation de création :  Lorsqu’il n’y a pas eu de publication de l’arrêté au recueil de actes administratifs, la preuve de la reconnaissance du statut d’établissement ou de service d’aide par le travail ou de structure équivalente sera à produire. Le cas échéant, indiquer l’adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :   * Adresse internet : * Renseignements nécessaires pour y accéder : |
|  |
| **3.** |  | Structures d’insertion par l’activité économique (article [L.5132-4](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006903498) du code du travail) ou structures équivalentes | La preuve de la reconnaissance du statut de structure d’insertion par l’activité économique ou de structure équivalente sera à produire. Le cas échéant, indiquer l’adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :   * Adresse internet : * Renseignements nécessaires pour y accéder : |
|  |
| **4.** |  | Entreprises de l’économie sociale et solidaire ([article 1er](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=F369BF918EE57F22F599A018517496DD.tpdila22v_1?idArticle=JORFARTI000029313536&cidTexte=JORFTEXT000029313296&dateTexte=29990101&categorieLien=id) de la loi 2014-856 du 31 juillet 2014) ou structures équivalentes (sauf marché de défense ou de sécurité) | La preuve de la qualification d’entreprise de l’économie sociale et solidaire ou de structure équivalente sera à produire. Le cas échéant, indiquer l’adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :   * Adresse internet : * Renseignements nécessaires pour y accéder : |
|  |

**C3 - Cas spécifiques relatifs aux conditions de participations**

*1. Lorsque le candidat est inscrit sur une liste officielle d’opérateurs économiques agréés au sens de l’article R. 2143-15 du code de la commande publique et que l’acheteur est un pouvoir adjudicateur ou au sens de des articles R. 2343-16 à R. 2343-17 du même code, que l’acheteur soit un pouvoir adjudicateur ou une entité adjudicatrice :*

- Indication du nom de la liste officielle :

- Références sur lesquelles l’inscription ou la certification est basée et, le cas échéant, la classification sur la liste :

*(L’attention du candidat est attirée sur le fait qu’il convient de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire pour l’ensemble des conditions de participation fixées par l’acheteur et qui ne seraient pas couvertes par les conditions d’inscription sur la liste officielle ou le certificat d’inscription sur cette liste.)*

- Le cas échéant, adresse internet à laquelle le certificat d’inscription sur cette liste officielle est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

*2. Lorsque l’acheteur a autorisé les candidats à se limiter à indiquer qu’ils disposent de l’aptitude et des capacités requises en application de l’article R2143-4 du Code de la commande publique 2019 :*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | Le candidat déclare sur l’honneur satisfaire à l’ensemble des conditions de participation requises par l’acheteur. |
|  | | *(Dans ce cas, il est inutile de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire ; le remplissage du formulaire est terminé.)* |

|  |
| --- |
| **E - Renseignements relatifs à l’aptitude à exercer l’activité professionnelle concernée par le contrat** |

*Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l’acheteur au titre de de l’aptitude à exercer l’activité professionnelle.*

*(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature sauf cas particulier de la rubrique E3.)*

**E1 - Renseignements sur l’inscription sur un registre professionnel :**

**E2 - Le cas échéant, pour les marchés publics de services, indication de l’autorisation spécifique dont le candidat doit être doté ou de l’organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans son pays d’origine, le service concerné :**

**E3 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l’acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l’**[**article R. 2343-14**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=13653C8FC4C441DA2D339E6E3D62AC0C.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037728897&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) **du code de la commande publique) :**

*(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

|  |
| --- |
| **F - Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement.** |

*Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l’acheteur au titre de la capacité économique et financière.*

*(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature sauf cas particulier de la rubrique F4.)*

**F1 - Chiffre d’affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Exercice du ..................  au .................. | Exercice du ..................  au .................. | Exercice du ..................  au .................. |
| Chiffre d’affaires global (ne remplir que pour les exercices pour lesquels ce renseignement est demandé par l’acheteur) |  |  |  |
| Part du chiffre d’affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché (si demandé par l’acheteur) | % | % | % |

Lorsque les informations sur le chiffre d’affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l’opérateur économique a été créé ou a commencé son activité :

……./…………./……

**F2 - Autres informations requises par l’acheteur au titre de la capacité économique et financière :**

*(Chiffre d’affaires moyens sur la période demandée par l’acheteur, informations sur les comptes annuels, rapport entre les éléments d’actif et de passif, informations sur le niveau approprié d’assurance des risques professionnels, etc., tels que demandés par l’acheteur ; le cas échéant, renvoyer à la rubrique H du présent formulaire.)*

**F3 - Pour les marchés publics de travaux :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | En cochant cette case, le candidat déclare qu’il aura souscrit un contrat d’assurance le couvrant au regard de la |
|  | | responsabilité décennale (article L. 241-1 du code des assurances).  (Y compris en cas de MDS, les documents de preuve ne seront sollicité sur ce point qu’avant l’attribution du marché public.) |

**F4 - Documents de preuve disponibles en ligne :**

*Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :*

*(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

|  |
| --- |
| **G - Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement.** |

*Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l’acheteur au titre de la technique et professionnelle.*

*(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature sauf cas particulier de la rubrique G2.)*

**G1 - Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l’acheteur au titre de la capacité économique et financière, qu’il peut récapituler ici :**

**G2 - Documents de preuve disponibles en ligne (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l’acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l’article R. 2343-14 du code de la commande publique) :**

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

*(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

|  |
| --- |
| **H - Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s’appuie pour présenter sa candidature.** |

*Rubrique à renseigner dans l’hypothèse où le candidat ou l’un des membres du groupement s’appuie sur la ou les capacités d’un autre opérateur économique, quelle que soit la nature juridique des liens qui l’unissent à cet opérateur, en application de l’article R2142-3 du Code de la commande publique 2019 auquel l’article R2342-2 renvoie. (Joindre, pour chaque opérateur économique, en annexe du DC2, tous les renseignements demandés par l’acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence**ou l’invitation à confirmer l’intérêt ou en l’absence d’un tel avis ou d’une telle invitation, dans les documents de la consultation. Le candidat sera tenu d’apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à la disposition du candidat individuel ou du membre du groupement les moyens nécessaires pendant toute la durée d’exécution du marché public ; en cas de MDS, cette preuve est à fournir au stade de la candidature.)*

**Désignation du (des) opérateur(s) :**

*(Adapter le tableau autant que nécessaire.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°**  **du**  **Lot** | **Nom du membre du groupement concerné (\*)** | **Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l’établissement (\*\*),**  **adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET**  **de l’opérateur sur les capacités duquel le candidat ou le membre du groupement s’appuie (\*\*\*)** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

(\*) En cas de candidature individuelle, le renseignement de cette rubrique est inutile.

(\*\*) Préciser l’adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l’établissement.

(\*\*) Pour les groupements conjoints.

(\*\*\*) A défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine du candidat issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm).

|  |
| --- |
| **I - Renseignements spécifiques aux marchés publics de défense ou de sécurité.** |

**I1 - Renseignements relatifs à la nationalité du candidat individuel ou du membre du groupement**

**I2 - Documents, renseignements ou justificatifs permettant d’évaluer si le candidat individuel ou le membre du groupement répond aux critères d’accessibilité à la procédure indiqués dans l’avis d’appel à la concurrence** (uniquement lorsque l’acheteur a ouvert la procédure de passation aux opérateurs économiques des pays tiers à l’Union européenne ou à l’Espace économique européen)